

N^o. C. X X X V I I I.

L'AMI DU PEUPLE.

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Dimanche 25 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 23 Aril 1790.

Nouveau décret sur la procédure criminelle.

-- Décrets qui autorisent le rachat des charges
et redevances féodales. -- Dénonciation de
l'Ami du peuple contre les ministres.

Par addition à l'article 14 du dernier décret,
sur la réformation provisoire de la justice cri-

(1) J'avertis le lecteur, que celui qui imite
ma feuille, copie jusqu'à l'avertissement, par
lequel je prévenois le public de son escroquerie.

minelle , il a été décrété « qu'à l'avenir , tous les procès de petit criminel seront portés et jugés à l'audience , et ne pourront , en aucun cas , être réglés à l'extraordinaire , à quelque somme que les dommages-intérêts paroissent devoir s'élever en définitif , dérogeant à toutes loix et réglemens à ce contraires. » (1)

On a passé ensuite au mode de rachat concernant les droits féodaux , et les cinq articles suivans ont été décrétés :

Art. Ier. « Tout propriétaire pourra racheter les droits féodaux et censuels dont son fonds est grevé , encore que les autres propriétaires de la même seigneurie et du même canton ne voulussent pas profiter du bénéfice du rachat ; sauf ce qui sera dit ci-après à l'égard des fonds chargés de cens ou redevances solidaires ,

II. Tout propriétaire pourra racheter lesdits droits , à raison d'un fief ou d'un fonds particulier , encore qu'il se trouve posséder plusieurs fiefs , ou plusieurs fonds censuels mouvans de la

(1) J'aimerois bien mieux voir nos représentans s'occuper de l'établissement des jurés , en matière criminelle , que de réglemens provisoires , que le nouvel ordre judiciaire doit abolir.

même seigneurie , pourvu néanmoins que ces fonds ne soient pas tenus sous des cens et redevances solidaires ; auquel cas le rachat ne pourra pas être divisé.

III. Aucun propriétaire de fiefs ou fonds censuels ne pourra point racheter divisément les charges et redevances annuelles dont le fief ou le fonds est grevé , et sans racheter en même-temps les droits casuels et éventuels.

IV. Lorsqu'un fonds tenu en fief ou en censive , et grevé de redevances annuelles solidaires , sera possédé par plusieurs co-propriétaires , l'un d'eux ne pourra point racheter divisément lesdites redevances au prorata de la portion dont il est tenu , si ce n'est du consentement de celui auquel la redevance est due , lequel pourra refuser le remboursement total , en renonçant à la solidité vis-à-vis de tous les co-débiteurs. Quand le débiteur aura fait le remboursement total , il sera subrogé aux droits du créancier , pour les exercer contre les co-débiteurs , à la charge de ne les exercer que comme pour une simple rente foncière , et sans aucune solidité ; et chacun des autres co-débiteurs pourra racheter à volonté sa portion divisément.

V. Pourra néanmoins le co-propriétaire d'un fonds grevé de redevances solidaires , en rache-

tant, ainsi qu'il vient d'être dit, la redevance entière, ne racheter les droits casuels que sur sa portion, sauf au propriétaire du fief à continuer de percevoir les mêmes droits casuels sur les autres portions du fonds, et sur chacune d'elles divisément lorsqu'il y aura lieu, jusqu'à ce que le rachat en ait été fait ».

Dénouciation de l'Ami du peuple contre les ministres (1).

Si l'on parvient une fois à faire régorgier les ministres, je croirai sérieusement à la régénération. On vient de dénoncer, à l'assemblée nationale, une escroquerie de l'ex-ministre BRIENNE, fort commune à ses confrères, dans le tems où ces messieurs ne se contentoient pas de piller et de laisser piller le trésor public; mais où ils pilloient encore les communautés, et quand ils l'osoient, les riches particuliers, soit avec des arrêts du conseil, soit avec des bons surpris à la foiblesse du souverain.

L'ex-ministre Brienne (de détestable mé-

(1) Qui dit ministre, dit un despote, un ambitieux et un frippon.

moire) s'étant muni d'un bon du roi , se permit , le 15 janvier 1788 , de vendre environ mille arpens de bois , d'un quart de réserve dépendant de l'abbaye de Saint-Ouin , moyennant la somme de six cents soixante-deux mille livres. Trois cents mille livres furent à l'instant palpées , de l'acquéreur , par l'ex-ministre , en la manière accoutumée , dans l'heureux tems du pillage et des déprédations : la cause portée à l'assemblée nationale , elle se contente de réserver aux administrations des domaines , dans le ressort desquelles les bois , dont il s'agit , sont situés , à poursuivre , par les voies de droit , contre ledit Brienne , LA RESTITUTION des sommes qu'il peut avoir perçues , sans cause légitime , en vertu D'UN TITRE ILLÉGAL.

Quoi ! l'assemblée nationale se borne à faire poursuivre par les voies de droit un ministre déprédateur , en restitution des sommes par lui déprédées ; on dénonce à l'assemblée nationale un vol ministériel , et l'assemblée nationale n'ordonne pas que le procès soit fait au voleur ! L'impunité sera-t-elle toujours l'apanage des ministres ? Ne nous débarrassera-t-on pas bientôt de cette engeance infernale ? La Bastille est détruite , et les intrumens vivans du des-

potisme, du pillage et de l'intrigue subsistent toujours, vexent, oppriment et dévorent toujours le peuple ! Voyez comme ils sont incorrigibles dans leurs principes désastreux, imperturbables dans leur marche accoutumée ! Voyez comme ils insultent continuellement la nation et les loix nouvelles, et comme ils se jouent du peuple qu'ils méprisent, et dont ils n'avou-
 ront jamais la puissance et les droits ! L'un veut empêcher nos vaisseaux de porter le pavillon national ; l'autre conseille aux députés du Brabant de se remettre sous l'infâme joug autrichien ; l'autre envoie un ordre, surpris au roi et contre-
 signé de sa propre main, pour enlever secrètement des cachots de Verdun un soldat patriote, (Muscar) et le soustraire à ses juges naturels ; l'autre donne aux deux cents quarante-neuf commissaires destinés à la formation des assem-
 blées de départemens, des instructions pires que celles qu'on donnoit avant le mois de juillet, aux intendants et aux subdélégués des provinces ; l'autre nous tend continuellement des pièges pour se rendre maître absolu de nos bourses, après avoir tenté de se rendre maître absolu de nos estomacs ; l'autre, entièrement dévoué aux ennemis de la France, combine sans cesse avec des cours étrangères les moyens de faire échouer

notre constitution, et de nous livrer de nouveau, pieds et poings liés, à la rage, à la cupidité autrichienne : tous se réunissent pour voiler les déprédations du trésor public, pour arrêter la sanction des décrets de l'assemblée nationale qui ne sont pas de leur goût, pour semer la division entre les citoyens dans les villes et dans les campagnes, pour décourager l'armée ou la dissoudre, pour concerter des camps : tous font travailler leurs bureaux en raison inverse des opérations de l'assemblée nationale ; et nous voyons de sang-froid ces insolentes manœuvres ! et nous ne comprenons pas qu'il est temps qu'elles finissent avec le règne des ministres ! -- Peuple ! à quoi bon des ministres pour les provinces, puisque les quatre-vingt-trois départemens auront chacun leur administration propre ? A quoi bon un ministre de Paris, puisque Paris a son maire et sa municipalité ? A quoi bon un ministre des finances, puisque les revenus publics seront versés dans une caisse nationale, et que nous n'aurons besoin que d'un caissier ? A quoi bon un ministre de la guerre, puisque nous n'avons point de guerre ? A quoi bon tous ces ambassadeurs inutiles que le peuple paie si cher, et qui trahissent ou tournent en ridicule ses efforts pour la liberté ? A quoi bon un chancelier, quand

nous avons une assemblée nationale permanente et des comités ? A quoi bon un garde-des-sceaux, quand il suffit d'avoir un chauffe-cire aux appointemens de deux ou trois mille livres ? A quoi bon, enfin, cet essaim dévorant de commis et de valets de bureaux des ministres, quand la machine du nouveau gouvernement s'organise et s'ordonne sur les principes les plus simples et les plus sages. Peuple ! de combien de millions, et à la fois de combien de vexations, d'oppressions et d'anxiétés, vous seriez délivré si vous n'aviez plus de ministres !

De l'Imprimerie de M A R A T.